

*Thirtieth Annual Boston Conference on Distribution, 1958 (An International Forum for Problems of Distribution)*. Un vol., 9¾ po. x 11½ relié, 112 pages. — Boston Conference on Distribution, 80, rue Fédéral, Boston 10, Massachusetts, 1958. (\$5.00)

Camille Martin

Volume 35, Number 1, April–June 1959

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001373ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001373ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Martin, C. (1959). Review of [*Thirtieth Annual Boston Conference on Distribution, 1958 (An International Forum for Problems of Distribution)*]. Un vol., 9¾ po. x 11½ relié, 112 pages. — Boston Conference on Distribution, 80, rue Fédéral, Boston 10, Massachusetts, 1958. (\$5.00)]. *L'Actualité économique*, 35(1), 165–166. <https://doi.org/10.7202/1001373ar>

loppe et se propage; l'aménagement de la fiscalité et l'organisation du crédit ont déjà apporté une aide précieuse; la modernisation des transports, du réseau des canaux en particulier semble plus utile encore. Bernard Bonin

**Toward European Convertibility**, par RANDALL HINSHAW. Une brochure, 6 po. × 9, 33 pages.—International Finance Section, Princeton University, Princeton, 1958.

Cette plaquette retrace les efforts de l'Europe, au lendemain de la guerre, pour recouvrer la stabilité monétaire.

Hinshaw évoque les premiers essais, destinés à promouvoir la coopération monétaire internationale, à savoir l'Union de clearing de Keynes et le Fonds Monétaire International, puis étudie les divers systèmes qui les ont remplacé. En même temps qu'était instauré le Fonds Monétaire International, était signé l'accord Anglo-Américain de 1946, qui devait suppléer le Fonds Monétaire, du fait de la carence de ses dispositions pour la période transitoire. Ce protocole ne connut pas plus de succès. L'auteur retrace alors toute l'évolution de L'Union Européenne des Paiements, en décrit le mécanisme et le fonctionnement et nous en livre les heureux résultats.

Triffin, dans son ouvrage *Europe and the money muddle*, traite de la même question.

Les deux essais ont leur mérite respectif, n'ayant de commun que d'avoir tous deux été écrits par des économistes réputés, dans une langue élégante et châtiée. La disproportion des développements nous interdit plus avant toute comparaison. Si l'un est l'expression écrite d'une brillante conférence, l'autre est le remarquable résumé d'un volumineux dossier.

En novembre 1958, Randall Hinshaw écrivait, *in fine* (p. 32) «and there appears to be no disposition to introduce the new regime in the immediate future». Lui fera-t-on grief de s'être montré moins perspicace que Triffin qui, par contre, en avril 1957 en prévoyait l'imminence? Antoine-Élie Immarigeon

**Thirtieth Annual Boston Conference on Distribution, 1958** (An International Forum for Problems of Distribution). Un vol., 9¾ po. × 11½, relié, 112 pages. — Boston Conference on Distribution, 80, rue Fédéral, Boston 10, Massachusetts, 1958. (\$5.00).

S'il est un chapitre de l'économie politique qui a été négligé, c'est bien celui de la distribution. Bien plus! Est-ce qu'il ne s'est pas trouvé des théoriciens, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, pour prétendre que la production à son stage primaire et même la terre seule étaient source de richesse et de revenu et que toutes les autres fonctions économiques étaient parasites? On a sans doute parcouru beaucoup de chemin depuis et la distribution, puisqu'il s'agit d'elle dans ce rapport, est entrée dans ses droits, au moins théoriquement. Car, en pratique, il semble bien que l'on n'en soit pas encore arrivé à lui reconnaître toute l'importance qu'elle mérite. Nous vivons à une époque qui a été témoin d'une révolution dans la fonction de distribution. Cependant, pour ne citer qu'un exemple,

n'estime-t-on pas que l'industrie américaine dépense 90 cents en recherches sur la production contre 10 cents en recherches sur la distribution et la vente? Ce qui n'empêche pas que, pendant ce temps-là, on reconnaît que, grâce aux progrès de la technologie, il arrive que l'on puisse produire plus qu'on est capable de vendre. Dans une telle conjoncture, comment sous-estimer l'importance d'une fonction qui consiste à créer la demande autant qu'à s'occuper de la satisfaire?

Depuis trente ans, la *Boston Conference on Distribution* s'efforce de stimuler l'intérêt du monde des affaires et de celui de la politique ainsi que du public en général, tant aux États-Unis que dans les autres pays, sur l'importance d'accroître l'efficacité de la distribution et d'améliorer les relations commerciales à l'intérieur du monde libre.

Le thème des assises de 1958 étant «Distribution et progrès universel», la Conférence avait à établir la part qui revient à la distribution dans les progrès du monde et à rechercher les moyens d'augmenter encore cette contribution.

Une vingtaine de rapporteurs étudient divers aspects de la distribution dans divers domaines et dans divers pays. Une des études attirera sans doute davantage le lecteur canadien, puisqu'un membre du cabinet canadien, Mme Ellen-L. Fairclough, y brosse un bon tableau de l'économie canadienne du point de vue du commerce international.

Camille Martin

**Administration publique**, par ANDRÉ MOLITOR. Un vol., 8½ po. × 5¼, relié, 203 pages. (Collection «Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur»). — Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, Place de Fontenoy, Paris (7<sup>e</sup>), 1958.

Depuis la dernière guerre mondiale, les citoyens de la plupart des États sont de plus en plus tentés par la recherche d'un pouvoir capable de les délivrer du poids de certaines responsabilités qu'ils assumaient auparavant et qui désormais sont devenues trop lourdes. Ceci suppose une administration infiniment plus poussée et par conséquent des cadres d'administrateurs capables de faire face à des tâches nouvelles.

L'ouvrage de Molitor a été fait dans le but de donner un aperçu de l'enseignement des sciences administratives dans les différents pays du monde. L'auteur décrit l'évolution historique de cet enseignement, son orientation passée et actuelle, les recherches effectuées dans ce domaine et les méthodes qui y ont été appliquées.

Le développement des sciences administratives a été plus rapide et plus poussé dans les pays neufs que dans les pays européens où l'étude non juridique de l'administration publique fut entreprise bien plus tard, sous la pression du progrès des autres sciences sociales. Un conflit oppose encore ceux qui estiment que l'administration est une matière dépendante de la science légale et ceux qui jugent qu'elle présente un phénomène social particulier. L'école des philosophies politiques classiques, par exemple, considère l'étude de l'administration, en tant que telle, indigne de figurer au rang des disciplines universitaires.